

**Zeitschrift:** Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels  
**Herausgeber:** Schweizer Hotelier-Verein  
**Band:** 2 (1893)  
**Heft:** 35

**Rubrik:** Rundschau

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

dentes. Les abus commis par les agents français dans leur chasse aux tantièmes avaient engagé un grand nombre de sociétés musicales suisses à envoyer au Conseil fédéral une pétition demandant que la convention littéraire avec la France fut dénoncée et que, pour le cas où l'on en conclurait une nouvelle, on y insérât, comme c'est le cas pour la convention de Berne, une clause précise et claire portant que la possession par achat de tout le matériel nécessaire pour l'exécution d'une œuvre donne au possesseur le droit d'exécuter cette œuvre sans qu'il ait besoin de l'autorisation de l'auteur ou de l'éditeur ni qu'il soit tenu de lui payer aucune commission, à moins pourtant que chaque exemplaire de l'œuvre ne porte une réserve concernant l'exécution de celle-ci."

"Actuellement la convention littéraire avec la France n'existe plus; il en résulte que la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique ne peuvent plus faire valoir les droits qui désiraient pour eux de cette même convention."

Pour le règlement des relations avec la France, on ne doit considérer du côté suisse comme instruments légaux que la convention de Berne et la législation du pays invoquée dans cette dernière."

Ainsi donc les seuls autorisés à faire valoir des droits d'auteurs sont: les ressortissants à l'un des pays contractants ou leurs ayants cause, pour ceux-ci il n'est plus exigé qu'ils soient ressortissants à l'un des Etats contractants. Sont protégés également: les éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie; d'une manière générale, les œuvres dramatiques ou dramatiko-musicales (art. 9 alinéa 3 de la Convention de Berne), les compositions musicales, avec ou sans paroles (art. 4 de la même Convention). La protection réside dans l'interdiction de la reproduction, représentation ou exécution illicite de l'œuvre. Quant à ce dernier point, il faut remarquer que l'exécution d'œuvres dramatiques ou dramatiko-musicales est également interdite lors même qu'il ne se trouve, en tête de l'œuvre aucune mention ayant trait à l'interdiction et telle que la prévoit l'art. 7 de la loi fédérale. La convention internationale est au-dessus de la législation du pays. Les œuvres musicales (compositions musicales avec ou sans paroles, ne rentrant pas dans la catégorie des œuvres dramatiko-musicales) peuvent être exécutées, si elles sont publiées et si l'auteur n'a pas expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique. Mais si l'ouvrage porte cette déclaration ou n'est pas publié, dans ce cas alors le droit d'auteur est protégé. A notre avis, l'interdiction de l'exécution publique d'œuvres musicales jouissant de la protection, subsiste même en cas d'exécution sans intention de gain ou dans un but charitable. Le chiffre 10 de l'art. 11 de la loi fédérale est en contradiction avec l'art. 9 de la Convention de Berne. Il y a bien encore d'attirer l'attention sur l'art. 7 de la loi fédérale concernant le droit d'auteur; cet article prévoit la possibilité de l'alinéation distincte du droit de publication et du droit d'exécution. Selon ce même article, l'exécution ne peut-être refusée, lorsque le tantième est assuré et ce dernier ne doit pas excéder le 2 % de la recette brute. Quant à la durée de la protection, la Convention de Berne (art. 2 et 9) se base sur la législation des pays contractants. La loi fédérale fixe cette durée, lorsque l'auteur est une personne physique, à la vie de celui-ci plus les 30 années qui suivent sa mort."

Telle est dans ses traits principaux la jurisprudence qui fait règle pour la protection dont bénéficient en Suisse les compositions dramatiques, dramatiko-musicales et musicales originaire de pays étrangers faisant partie de l'Union. Ce serait une profonde erreur de croire que ces compositions sont „hors de la loi“

depuis que la convention littéraire franco-suisse a cessé d'exister."

Ce qui est intéressant dans toute cette affaire, c'est que, pour prendre un exemple dans le milieu qui nous touche de plus près, le tribut doit être fourni non point par les orchestres, chapelles ou artistes donnants des concerts, mais par les hôteliers eux-mêmes. Encore plus intéressant est le fait que partout où ce tribut est réclamé la demande émane toujours de la même société, c'est-à-dire de la „Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique à Paris“ et pourtant cette société n'a pas un caractère international, du moins à en juger par sa raison sociale, de sorte qu'on ne peut guère admettre qu'elle représente les intérêts de tous les pays ayant accédé à la Convention de Berne.

Nous avons pris la peine de nous adresser à un certain nombre d'hôtels suisses qui, à notre connaissance, entretiennent des orchestres ou organisent fréquemment des concerts, pour leur demander s'ils sont tenus de livrer un tribut à ladite société et dans l'affirmative à quel chiffre ce tribut se monte annuellement. Nous avons déjà reçu à ce sujet de fort intéressantes communications que nous nous proposons de publier dans notre prochain numéro,



**Bern.** Die Verordnung betr. Massnahmen gegen die Cholera, soweit sie die Verkehrsanstalten, Personen-, Gepäck- und Güterverkehr betrifft, ist vom 25. August an in Vollzug gesetzt worden, jedoch nicht in vollem Umfange.

**Biel.** Der „Bieler Anzeiger“ regt die Gründung eines Verkehrsvereins Biel an, zum Teil, um dem Einflusse des Syndicat pour les intérêts de la Suisse romande du Jura-Simplon, welche das Seeland und den Jura benachteilige, entgegenzutreten.

**Tessin.** Die amtliche Versteigerung der Genossenbahn und deren Hotel findet am 27. September in Mendrisio statt. Das niedrteste Angebot ist auf 360,000 Fr. für die Bahn und das Material, und mit 68,000 Fr. für das Hotel angesetzt.

**Zonenzeit.** Nachdem durch königliches Dekret Italien die mitteleuropäische Stundenzonenzzeit angenommen hat, dürfte dasselbe durch bundesrätliche Verfügung für die Schweiz mit Beginn der Sommerfahrplanperiode 1894 geschehen.

**Klausenstrasse.** Wie rege der Bau dieser Strasse auf urnerischer Seite betrieben wird, erhellt daraus, dass die dem eidgen. Departement des Innern vom Regierungsrat eingereichte Rechnung über die Ausgaben im ersten Halbjahr 1893 die Summe von Fr. 105,000 aufweist.

**Schweiz. Geflügelzuchtvverein.** Sonntag den 27. d., vormittags 10 Uhr, hält der schweiz. Geflügelzuchtvverein in Baden seine erste Jahresversammlung ab. Unter den Traktanden figurieren: Errichtung eines Quarantäne-Geflügelhofes für importierte italienische Hühner, Abgabe von französischen Zuchthähnen an Landwirte.

**Die Helgoländer** beschweren sich sehr über die Abnahme der Seebadbesucher. Seit die Insel befestigt ist und die nötige Bedienung für die Riesengeschütze trügt, ziehen es viele regelmässige Besucher vor, andere Sommerfrischen aufzusuchen und an Stellen zu baden, wo nicht mit schweren Geschossen Proben gemacht werden.

**Stellenschwindel vor englischer Justiz.** Der Restaurateur James Castello in Birmingham, der eine Anzahl Personen unter der Vorspiegelung, ihnen in Restaurants und Hotels Stellung zu verschaffen, um

Kautionsgelder im Betrage von 20—30 Lstr. befreit hatte, wurde am Donnerstag vom Schwurgericht in Birmingham zu 7 Jahren Zuchthaus und 3 Jahren Polizeiaufschub verurteilt; die mitangeklagte Kate Thomas erhielt 4 Jahre Zuchthaus zuerkannt; Frau Castello jedoch, die unter dem Einfluss ihres Mannes gehandelt hatte, kam mit 12 Monaten Gefängnis davon.

**Die Bewegung der Gletscher.** In der Montblancgruppe sind alle Gletscher im Wachsen begriffen, in den Walliser Alpen ist dies bei der guten Hälfte der Fall. In den Berner Alpen sind es nur einige, welche wieder vorrücken. In den Urner, Glarner und Graubündner Alpen sind alle Gletscher entweder noch im Rückgang oder stationär. Man sieht daraus von neuem, dass die seit 1875 eingetretene Wendung im Stande der Gletscher — langsames Vorrücken — im Südwesten der Alpen beginnt und von da nach Nordosten forwärts schreitet. Charakteristisch ist auch, dass weitaus die Mehrzahl der im Wachsen begriffenen Gletscher auf der Nordseite der betreffenden Gebirgsgruppe liegen.

**Über die Hotelpreise in den schweiz. Hochalpen.** In einem angesehenen deutschen Blatte steht zu lesen: „Man sollte eigentlich einmal die sämtlichen Rechnungen einer Schweizerreise abdrucken und dann das Publikum fragen, ob es teuer ist, wenn in einem Bergland mit höchstens zwei vollen Saisonmonaten ganze Pension mit Zimmer schon von Fr. 6.50 vor Mitte Juli und nach 31. August sogar von Fr. 6 ab gegeben wird. Bei den Nahrungsmittelpreisen in Deutschland kann man nicht begreifen, wie die Wirts in den Hochalpen auf ihre Kosten kommen. Es ist ein sehr ernstes, sehr mühsames und Bescheidenheitsvoraussetzendes Geschäft, das Saisonwirten in der Schweiz und ebenso in anderer Art das Führen und Lasstragen für die Reisenden.“

**Deutschland.** Über den Fremdenverkehr auf dem Rhein wird aus Mainz geschrieben: Der Verkehr auf dem Rhein ist in diesem Sommer so schlecht als nur möglich. Die Dampfer der Köln-Düsseldorfer Gesellschaft, die um diese Jahreszeit sonst von Passagieren wimmeln, bringen jetzt stromauf und ab so wenig Passagiere, dass z. B. hier in Mainz die am Landeplatz haltenden Droschen nach Ankunft eines Schiffes zumeist leer abfahren müssen. Ähnlich verhält es sich auch in den anderen Rheinstädten. Auch die Uferorte und die nächst den Rheines gelegenen Bäder sind durchgängig sehr schwach besucht und Hotels, in denen man im vorigen Jahr nur schwer oder gar keine Unterkunft finden konnte, haben heute wenig oder nichts besetzt. Engländer treten nur ganz sporadisch auf, Amerikaner fehlen ganz.

**Schaffhausen.** Die Herren Gebrüder Sulzer und Mitha in Winterthur haben ein Gesuch um Erteilung einer Konzession für die Ausbeutung der Wasserkräfte am Rheinfall auf dem linken Rheinufer ausgeschrieben mit dem Bemerkern, dass Einsprachen binnen 4 Wochen an das Statthalteramt Andelfingen zu richten sind. Die Gesuchsteller wollen, unter Beibehaltung der in ihrem früheren Gesuche vorgenommenen Einrichtungen (Eilauf, Leitung, Gefälle) statt der früher vorgesehenen Wassermenge von 15,000 Liter weitere 8000 Liter per Sekunde, zusammen 23,000 Liter per Sekunde ausbeuten. Auf Antrag der Baudirektion beschloss der Regierungsrat, gegen dieses Gesuch, im Sinne der gegen das erste Konzessionsgesuch gemachten Einsprache, wiederum Einsprache zu erheben und zwar wegen der Nachteile, welche der Rheinfall bei der Ausführung der betr. Wasserwerk-anlage erleiden würde. Zugleich aber soll die Einsprache auch damit begründet werden, dass der Kanton Schaffhausen über jene Strecke des Rheins das Hoheitsrecht beansprucht.

**Flaschenpfropfen.** gewöhnlich wenig durchlöchert, was für die Flaschenfüllung den grössten Wert hat. Man soll daher namentlich für feine oder bessere Weine beim Einkauf der Korken nicht sparen und immer möglichst weiche feine Pfropfen nehmen. Für gewöhnliche Weine, die rasch konsumiert werden, kann man wohl schon ordinäre Pfropfen nehmen, die nicht allzu hart und porös sind. Bezieht man seine Pfropfen von einem noch nicht bekannten Lieferanten, so ist sehr zu empfehlen, die oft sehr schön aussehenden und dabei billigen Korken zu prüfen, indem man sie einige Zeit in heißes Wasser legt. Man findet hierbei sehr oft, dass die Poren durch Ausfüllen mit Erde und Kornmehl verdeckt sind und nach dem Brühen ein harter, schlechter Pfropfen zum Vorschein kommt. Die richtige Länge der Rheinweinpfpfen ist ca. 4 cm, während die Bordeaux-Pfpfen 5 cm haben. Die Dicke der Pfpfen soll gleich dem Flaschenhalse, an der obersten Stelle aussen gemessen, nicht dicker sein, da sonst leicht ein Zerspringen der Flaschen erfolgen kann. Die Flaschenkorken sollen immer cylindrisch sein, da sie nur in dieser Form einen regelrechten Verschluss bieten können.

Vor dem Gebrauch der Pfropfen werden solche entweder mit heissem Wasser gebrüht, gedämpft oder einfach mit kaltem Wasser ausgewaschen. Ist man überzeugt, dass man gute Ware geliefert bekommt, so ist letzgenanntes Verfahren genügend, um die Pfropfen etwas aufzuweichen, andernfalls ist ein Brühen oder Dämpfen ratsam, da eventuell schlechte Ware dabei zum Vorschein kommt. Vielfach werden die Pfropfen nach dem ersten Säubern noch in Cognac,

feinen Weinsprit oder Wein getaut, was für einzelne Sorten wie z. B. feine Bordeaux-Weine etc. nicht zu verwerfen ist. Pfpfen in einer Glycerinlösung zu waschen hat keinen Wert, man kann sich höchstens seinen Wein damit verderben. Bei jedem Auswaschen der Pfropfen tritt ein feiner Staub oder Mehl aus dem Kork und bleibt gewöhnlich an den Unterseiten sitzen. Man soll daher keine Flaschen verkorken, ohne den Kork unten noch einmal mit dem Schwamm, nachdem er schon in der Maschine steckt, abzuwaschen.

In neuerer Zeit werden verschiedene brauchbare Verkorkmaschinen bereits überall fabriziert, die sehr gut ihren Zweck erfüllen. Im Allgemeinen sind alle Maschinen, die mit Nadelvorrichtung versehen, bei besseren Weinen vorzuziehen. Etwas Luft darf in der Flasche zurückbleiben, besser ist es jedoch so zu fühlen, dass zwischen Kork und Wein kein, oder höchstens ein ganz geringer Abstand entsteht, was durch die Nadelvorrichtung ermöglicht wird. Durch längeres Lagern entsteht an und für sich ein Schwund, da kein Pfropfen so dicht ist, dass er einen, wenn auch sehr minimalen Luftzutritt verhindert. Hieraus erklärt sich auch die weitere Entwicklung des Weines auf der Flasche, da durch Luftzutritt gewisse Oxydationen noch vor sich gehen und die bis jetzt noch wenigen erforschten aromatischen Stoffe sich bilden. Ein schlechter Kork, der schlecht verschließt, kann den Wein völlig verderben, deshalb bei Pfropfen nicht so sehr auf billig sehen, da man ein solches „billig“ später vielleicht sehr teuer nachzahlen müsste. (Deutsche Wein-Zeitung.)

